

Montreuil, le 12 juin 2024



APPEL DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE
DE LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS.

POUR LE PROGRÈS SOCIAL, VOTONS ET AGISSONS !

La fédération des Services publics a engagé deux semaines de déploiement avec les deux autres versants de la Fonction publique, initialement contre le projet de loi Guerini avec un premier temps fort le 20 juin.

Plusieurs de nos syndicats et de nos outils départementaux ont engagé leurs forces dans ce dispositif.

Bien que les revendications et contenus doivent être réorientés depuis le 9 juin, après les résultats des élections européennes et la dissolution dans la foulée de l'Assemblée Nationale par Macron, il constitue par conséquent un point d'appui pour aller au contact des agent-es, programmer des heures d'info et des AG, des tracts, **débattre de la situation, porter nos exigences revendicatives**, pour faire front contre l'extrême droite et toutes les politiques réactionnaires menées depuis des années.

Notre secrétaire confédérale, Sophie Binet, l'a très bien dit : « Face à l'extrême droite, il est minuit moins cinq ! »

La Commission exécutive fédérale réunie ce jour appelle les syndicats :

- À mettre toutes leurs forces sur le terrain, à bousculer les calendriers notamment des instances (CST), pour être au maximum au contact des agent-es,
- À mobiliser et participer massivement aux rassemblements et manifestations, dans l'unité la plus large, y compris par la grève, à commencer par celle du 15 juin
- À faire du 20 juin un temps fort des fonctionnaires, avec l'axe d'un Statut fort pour la démocratie : le Statut général de la Fonction publique demeure l'une des meilleures garanties pour le service public local. Il est un rempart contre la corruption, contre des ordres manifestement illégaux. Le Statut est un élément constitutif des libertés démocratiques et une garantie pour l'ensemble des usagers et des citoyens.

Le projet de loi contre la Fonction publique vise à remettre en cause le principe d'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis du pouvoir politique local comme national. Nous ne pouvons plus imaginer que l'on revienne au fonctionnaire sujet qui devrait obéir sans réfléchir et se taire. Ce qui ne tarderait pas à revenir rapidement avec l'extrême droite aux commandes.

Depuis des années, les contre-réformes se succèdent contre nos droits et conquises collectifs : remise en cause destructrice du code du travail, du statut des fonctionnaires, de la sécurité sociale, de nos retraites par répartition...

Portons sans relâche nos revendications auprès des agent-es :

- **La retraite à 60 ans à taux plein (57 ans pour les catégories actives et 50 ans pour les catégories insalubres), et la défense de la CNRACL, ce qui veut dire l'abrogation de la réforme des retraites.**
- **La mise en oeuvre de la sécurité sociale intégrale à 100 %.**
- **Le point d'indice à 6 euros et la refonte de la grille avec un minimum à 2200 euros brut par mois avec l'équivalent pour le champ privé de notre fédération.**
- **La défense de la Fonction publique, c'est-à-dire du Statut des fonctionnaires, ce qui veut dire : abrogation de la loi dite de Transformation de la Fonction publique, mise à la broyeuse du projet de loi Guerini.**
- **L'abrogation de la loi pour contrôler l'immigration.**
- **L'arrêt de la répression syndicale, le retrait de toutes les lois « sécuritaires », la levée de l'ensemble des inculpations de syndicalistes !**
- **La paix ! Ce qui passe par le cessez le feu en Ukraine et en Palestine, la suspension de tous les accords avec l'État Israélien, l'arrêt du génocide à Gaza, l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine et à Israël.**

Les forces de gauche et progressistes ont décidé de s'unir pour ces élections législatives, dans un front populaire large portant les valeurs de démocratie et de progrès social.

La fédération des Services publics appelle à voter pour les candidats du Front populaire.

La fédération des Services publics s'engage à agir quel que soit le vainqueur des élections pour la mise en oeuvre de ses revendications.

La Commission exécutive fédérale
de la fédération CGT des Services publics.